



Timonard/La Vie

Une interview de Ghassan Salamé, libanais, p **Liban : qui croit encore**

fallait que Tel-Aviv se montre capable du pire.

Ce qui est indéfendable, en revanche, c'est la thèse israélo-américaine de la "guerre propre". Rappelez-vous: dès le début de l'offensive, la télévision n'a pas cessé de nous démontrer que toute cible visée avait d'abord été repérée, au mètre carré près, avant d'être programmée sur ordinateur... Bref, nous devons assister à une opération militaire chirurgicale et non à un pilonnage aveugle.

C'est ce qui a été prétendu durant la guerre du Golfe.

Israël a voulu refaire une guerre du Golfe, en miniature. Au nom du même sacro-saint principe de la nouvelle doctrine militaire américaine. A savoir: pas d'engagement terrestre ni de combat au corps à corps. L'objectif affiché étant de détruire le potentiel militaire ennemi en épargnant la population civile et, surtout, de s'en tirer soi-même avec "zéro mort".

Est-ce là le motif principal de l'aval immédiat donné par Bill Clinton à l'offensive israélienne?

Bill Clinton est engagé dans une double campagne électorale, à Tel-Aviv et à Washington. L'une vise à reconduire Shimon Pérès au pouvoir, le 29 mai; l'autre à le réélire lui-même, le 5 novembre prochain. Il y a aussi un autre motif au soutien américain à l'intervention de Tsahal: le volet israélo-syrien du processus de paix n'a pas progressé d'un pouce. Or, il s'agit là d'un dossier dont Bill Clinton a fait une affaire personnelle. Face à ce constat d'échec, il fallait donc frapper Damas pour le contraindre à lâcher du lest. Comment? En attaquant le Liban pour discréditer la Syrie. Celle-ci a, en effet, forcé la main de Beyrouth pour signer un traité de défense commune. Et la voilà qui se révèle incapable d'empêcher le pilonnage infernal de son allié. Enfonçant le clou, Shimon Pérès appelle à négocier, pour

la première fois, non pas le protecteur syrien, mais le gouvernement libanais. Damas ne pouvant honorer son engagement, son allié peut, dans l'esprit israélien, s'affranchir de sa tutelle pour traiter en tête à tête avec l'Etat hébreu.

Le massacre de Cana a mis à bas tout cet échafaudage...

C'est clair. Bill Clinton a appris la nouvelle du carnage alors que son avion le conduisait de Tokyo à Saint-Petersbourg. Il a aussitôt changé son fusil d'épaule pour accepter l'idée d'une solution politique. Jusqu'alors, Washington ne voulait pas entendre parler d'une trêve. L'erreur d'Israël aura été de croire au mythe scientiste de la guerre propre. Il ne peut y avoir de solution "propre" que négociée. Du coup, l'initiative française en faveur d'un retour au statu quo au

Liban sud, option jusqu'ici rejetée par Washington et Tel-Aviv, revient à l'ordre du jour.

A ce propos y a-t-il quelque corrélation entre l'offensive israélienne et la visite de Jacques Chirac à Naqoura, au quartier général de l'Onu, en plein Liban sud occupé, et sa proposition de déployer une force française pour garantir la sécurité le long de la frontière israélo-libanaise?

L'opération était déjà à l'étude du vivant de Yitzhak Rabin. Mais en tout état de cause, le retour de la France sur l'échiquier proche-oriental est très mal vécu tant par Israël que par les Etats-Unis. En insistant sur la nécessité de libérer le territoire libanais de toute occupation et en exhortant l'Europe à s'impliquer dans le proces-

L'appel au cessez-le-feu au Liban sud, lancé par le G7, sera-t-il entendu? Alors que le Liban observe, ce lundi, un jour de deuil national à la mémoire des victimes de «l'agression israélienne» (159 tués dont "seulement" 3 combattants du Hezbollah, 329 blessés, environ 350 000 déplacés...), la région connaît une nouvelle flambée de violence. Tyr et Nabatiéh ont subi, dans la nuit de dimanche à lundi, un incessant bombardement aéro-naval. Shimon Pérès somme le gouvernement libanais de désarmer le Hezbollah.

Ghassan Salamé, politologue libano-français, directeur de recherches au CNRS, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, qui connaît le Moyen-Orient comme sa poche, vient de publier *Appel d'empire, ingérences et résistances à l'âge de la mondialisation* (1), un ouvrage consacré au phénomène très actuel de l'intervention militaire à l'étranger. Un sujet auquel on pourrait rattacher la récente offensive d'Israël au Liban. Il en explique, pour *La Vie*, l'arrière-plan électoraliste et stratégique. Entretien.

Le raid de Cana est-il une bavure tragique ou un carnage délibéré?

En attendant de tirer l'affaire au clair, il est possible de défendre l'une comme l'autre explication. On pourrait penser qu'il s'agit d'une erreur monstrueuse de la part de l'Etat juif, étant donné l'opprobre universel qu'un tel forfait ne manque pas de susciter. On pourrait, tout autant, estimer qu'il s'agit d'un massacre mené de sang-froid, pour contraindre le gouvernement de Beyrouth à sévir contre le Hezbollah. Pour cela, il



logue, chercheur au CNRS et spécialiste du Moyen-Orient

ou mythe de la guerre propre?

sus de paix israélo-arabe, Jacques Chirac empiète sur une chasse gardée de l'oncle Sam. En maintenant le dialogue avec l'Iran, en tenant compte de la revendication syrienne et en défendant, avec la même vigueur, l'intégrité du Liban et la sécurité d'Israël, Paris se met également en position d'arbitre objectif là où Washington fait figure de juge et partie.

Quel est le jeu de la Syrie au Liban ?

En laissant sa liberté de manœuvre au Hezbollah, Damas ménage son alliance avec Téhéran tout en entretenant une carte maîtresse vis-à-vis d'Israël. Son armée ne peut pas tenir le coup face à une Tsahal dotée de l'arsenal militaire le plus sophistiqué du Bassin méditerranéen. Tirant profit de sa réputation de parrain de la

milice chiïte, la Syrie n'assume pas pour autant la responsabilité de la guérilla contre l'Etat juif. Celle-ci retombe toujours sur le Liban. Il est évident que la Syrie ne freinera pas le Hezbollah tant que le Golan restera occupé par Israël.

Et l'Iran dans tout cela ?

L'Iran s'oppose au processus de paix. Mais il tient à son alliance avec la Syrie qui, pour sa part, y est déjà engagée. Une alliance quelque peu contre-nature entre un Etat laïcisant et un régime intégriste. Elle a été scellée par une même opposition à Saddam Hussein. Aussi a-t-elle perdu de son urgence depuis la défaite de l'autocrate irakien. Aujourd'hui, c'est un peu du donnant donnant : Téhéran s'abstient, à l'encontre de sa vocation proclamée, de soutenir le courant islamiste syrien ; Damas

lâche la bride au Hezbollah. L'Iran vote Likoud – un parti qui s'est engagé à geler le processus de paix – et fera tout, par Hezbollah interposé, pour faciliter la victoire du front du refus israélien.

L'armée libanaise est-elle en état de désarmer le Hezbollah ?

Il n'y a aucun doute là-dessus. Elle a le pouvoir militaire de mener à bien cette entreprise. N'a-t-elle pas déjà désarmé près de 35 000 miliciens ? Sa composition confessionnelle – elle comporte beaucoup d'officiers chiïtes – lui en donne la capacité politique. Mais elle ne le fera pas tant qu'un dixième du territoire national restera occupé par Israël et que l'action armée du Hezbollah se limitera à l'y combattre. D'où la position du gouvernement libanais : que Tel-Aviv retire d'abord son armée de la zone occupée et Beyrouth se portera garant de la sécurité de la frontière commune.

Israël exige d'abord que le Hezbollah soit désarmé.

Mais comment ? Faut-il rappeler que, du fait de l'occupation, l'armée libanaise n'a pas le droit de pénétrer dans la zone dite de "sécurité" où s'active le Hezbollah. Que Tsahal se retire pour lui céder le terrain, plaide Beyrouth, et la sécurité reviendra pour tous. Sans le retrait de l'occupant, aucun Libanais, musulman ou chrétien, n'admettra que l'action de la milice chiïte soit entravée par qui que ce soit. Je n'ai jamais vu une telle unanimité au Liban.

En cas de retrait, que deviendra le Hezbollah ?

Je crois qu'il sera assez malin pour parachever sa mutation, entamée voilà trois ans, en parti po-

litique. Car, d'une certaine façon, il a gagné son combat. Plus d'un expert militaire explique la dernière offensive israélienne par une volonté non pas d'éliminer le Hezbollah mais de renégocier le statu quo. La vérité est que Tsahal était en train de perdre la bataille au Liban sud.

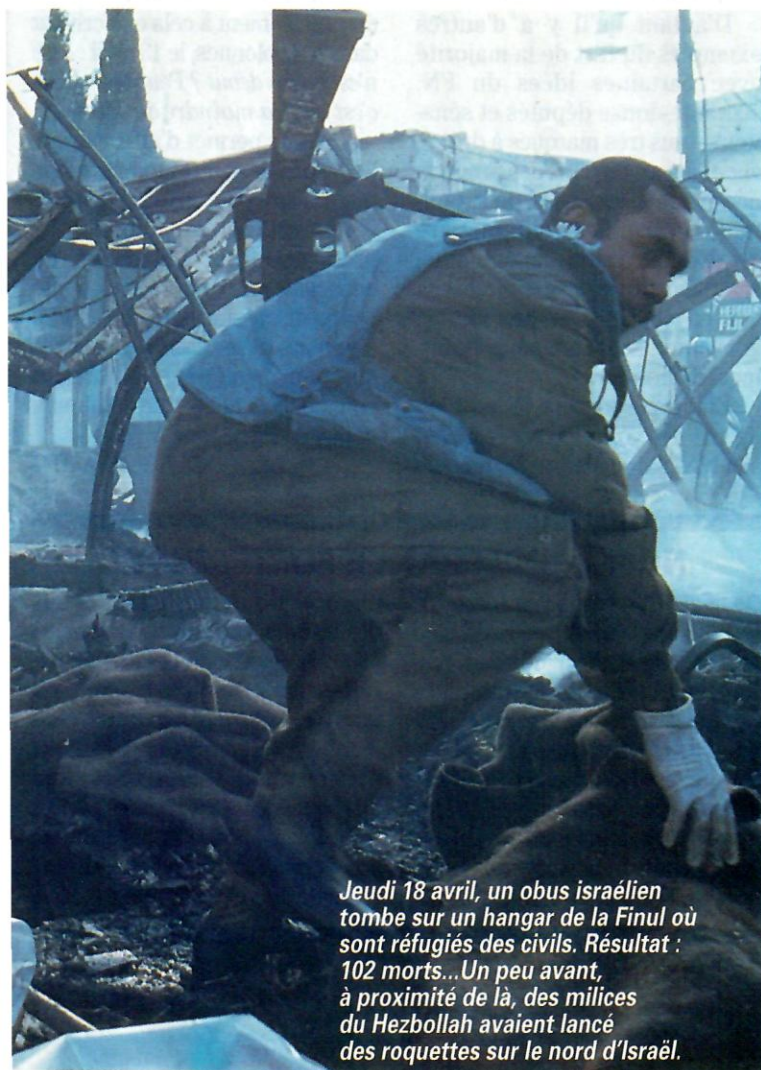


De quelle manière ?

L'Armée du Liban sud (ALS), qu'Israël finance, entraîne, encadre et mobilise contre le Hezbollah, s'essouffle. L'accord israélo-palestinien, le retour en Palestine d'un Yasser Arafat, dont l'armée a longtemps bataillé en cette même contrée, ont entamé le zèle du supplétif de base. Tsahal qui s'abritait derrière l'ALS, devait monter plus souvent au charbon. Et s'exposer au feu d'une guérilla insaisissable. Mon sentiment est que l'offensive lancée par Shimon Pérès, avec le feu vert de Bill Clinton, visait autant à peaufiner l'image d'un Premier ministre israélien sortant intraitable qu'à susciter, en position de force, une redéfinition du statu quo sur la frontière. Le hic est que sa "guerre propre" a dégénéré en "sale guerre".

SLIMANE ZEGHIDOUR ■

(1) Fayard.



Jeudi 18 avril, un obus israélien tombe sur un hangar de la Finul où sont réfugiés des civils. Résultat : 102 morts... Un peu avant, à proximité de là, des milices du Hezbollah avaient lancé des roquettes sur le nord d'Israël.

Daher/Gamma